

Géographies accélérées du pétrole et du gaz en Afrique orientale

La découverte d'importants gisements de pétrole et de gaz en Afrique orientale, encore peu ou pas exploités, entraîne des « géographies accélérées » : l'insertion rapide de ces espaces dans la mondialisation est certes présentée par les États comme des leviers de développement, mais elle soulève également d'importants questionnements sur les inégalités territoriales et la gestion des conflits locaux et environnementaux.

Sommaire

1. La géographie réticulaire du pétrole et du gaz naturel en Afrique orientale
2. Des politiques et des stratégies multiscales
3. Les revers de l'intégration accélérée à la mondialisation : les inégalités spatiales, la violence et les conflits autour des ressources extractives

[Bibliographie](#) | [citer cet article](#)

L'Afrique orientale est un **ensemble régional dual**, qui se compose de deux sous-ensembles différents : la **Corne de l'Afrique** et l'**Afrique des Grands Lacs**. Schématiquement, les deux caractéristiques qui marquent la géographie physique, l'histoire et la culture de la région sont l'**eau** (des lacs et de la façade de l'océan Indien) et les **montagnes** (les plateaux et les hauts sommets). C'est dans cette partie du continent que se trouve la plus haute montagne d'Afrique et ses neiges permanentes, le Kilimanjaro (5985 m), ainsi que les Grands Lacs (Victoria, Tanganyika...). Les chutes de Kalambo, moins célèbres que les chutes Victoria zimbabwéennes, sont néanmoins les plus hautes chutes ininterrompues d'Afrique.

Espace à forte profondeur historique, ce dont témoignent le site archéologique d'Axoum en Éthiopie et les mutations (sociales, culturelles, politiques, économiques, etc.) nombreuses qui se sont superposées sur ces espaces depuis des millénaires, l'Afrique orientale est marquée par de **s transformations récentes rapides et importantes**, qui expriment une sorte de *géographie accélérée de la mondialisation*, avec des changements spatiaux matériels et symboliques multiscales sur des temps courts, dont les impacts sont immédiats et profonds. Ces dynamiques spatiales sont en bonne partie, mais pas exclusivement, liées à la découverte récente de **réserves importantes de pétrole et de gaz naturel** dans de nombreux pays de la région. Même si ces matières premières fossiles ne sont pas les énergies renouvelables du futur et même si elles ne garderont donc probablement pas leur caractère stratégique à l'échelle mondiale pendant longtemps, elles restent néanmoins à présent des ressources naturelles cruciales d'un point de vue économique et géostratégique. La tendance actuelle est à la poursuite de l'exploitation pétrolière et la chute des cours n'encourage pas la transition énergétique.

Ce texte va de ce fait analyser la **géographie réticulaire du pétrole et du gaz naturel** en Afrique orientale, ainsi que les **politiques** et les **stratégies politiques** sur lesquelles elle s'appuie. Il va aussi souligner les conséquences de cette mondialisation réticulaire accélérée, notamment les **disparités spatiales**, les **conflits** et les violences liées aux ressources extractives. Il en émerge que, en partie grâce au pétrole et au gaz découvert en quantités importantes en Afrique orientale, la région est désormais fortement intégrée à la mondialisation, avec tous les effets positifs et négatifs que cela comporte.

1. La géographie réticulaire du pétrole et du gaz naturel en Afrique orientale

À vaste échelle, la géographie du pétrole et du gaz de la région prend la forme d'un arc entre le Soudan du Sud et le Mozambique, en passant par l'Éthiopie, la Somalie, le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie. Cette géographie réticulaire multiscalaire a ses centralités et ses périphéries, avec des espaces intermédiaires : quelques grands ports, des centres urbains et les lieux d'extraction en sont les centres, alors que les corridors multimodaux et les oléoducs permettent les flux, l'exportation et la circulation entre les différents nœuds du réseau.

1.1. Les flux (matériels et immatériels) : les oléoducs, les réseaux d'exportation et les investissements

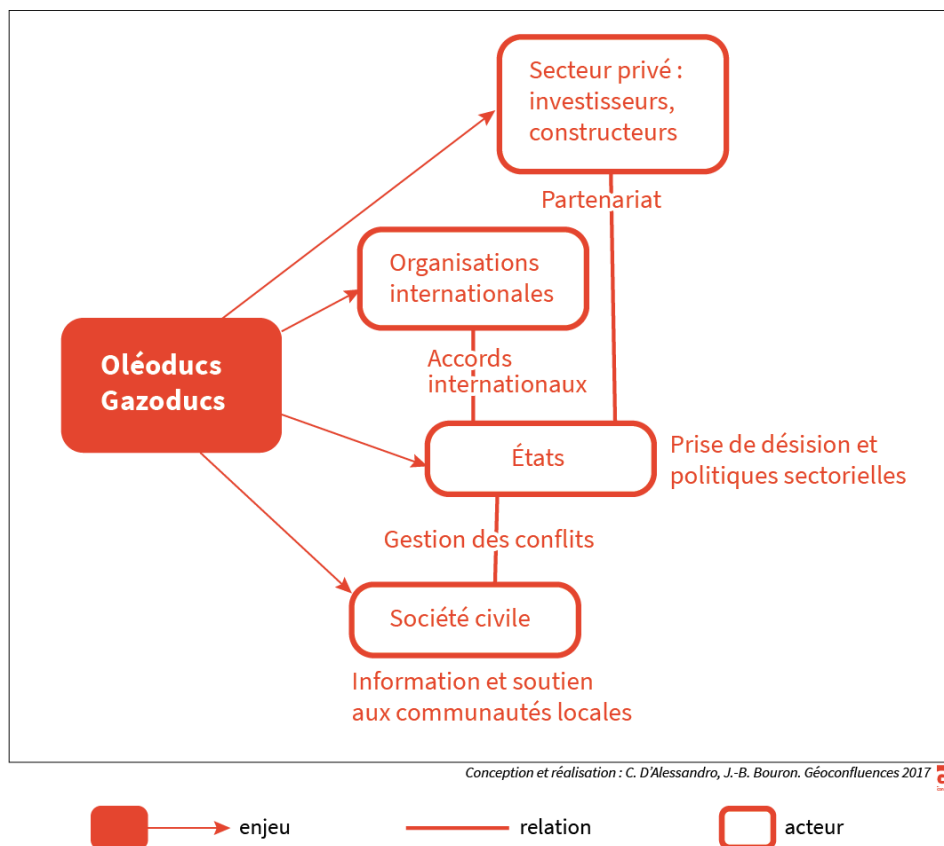
La *géographie réticulaire des oléoducs* répond au besoin primaire de transporter le pétrole et le gaz entre le lieu d'extraction et les espaces de consommation (ou des espaces relais pour l'exportation internationale), mais elle ne se limite pas à cela, car les **flux matériels et immatériels** sont interconnectés et mutuellement dépendants les uns des autres. Ces réseaux sont une forme de **transposition matérielle dans le paysage des accords commerciaux et des relations interétatiques**, ainsi que des intérêts des acteurs privés participant (matériellement ou par leur expertise technique) à la réalisation de ces travaux et aux mécanismes complexes qui en permettent le financement^[1], parmi lesquels le partenariat public-privé est un mécanisme particulièrement intéressant par les synergies qu'il crée.

Le gazoduc reliant Mtwara à Dar es Salaam (Lamtey, 2016) est par exemple **financé par un prêt concessionnel chinois** fait par Export-Import Bank of China et les travaux confiés à la China Petroleum Technology and Development Corporation (CPTDC). Le gaz à transporter est celui de la concession sur laquelle le **groupe canadien** Wenworth Resources et les établissements français Maurelle & Prom possèdent un accord de partenariat pour l'exploration. Même si la CPTDC a rencontré des difficultés techniques qui ont empêché sa réalisation dans les temps, ce projet est principalement censé, selon les autorités tanzaniennes, **produire de l'électricité** pour la consommation privée, mais aussi pour un **usage industriel** à l'intérieur du pays, avec des retombées économiques et de développement pour la Tanzanie, sans pour autant exclure son exportation. Il a néanmoins aussi engendré des **conflits** et des **protestations**, documentées par l'*Environmental Justice Atlas*.

Un autre oléoduc régional de plus grande envergure pour le transport du pétrole devrait être construit entre la Tanzanie et l'Ouganda (RFI, 2016). Les deux pays ont signé un accord en 2015 pour investiguer cette possibilité. Toyota, Tsusho, Total, China National Offshore Corporation (CNOOC), Tullow Oil et la Tanzania Petroleum Development Corporation sont parmi les acteurs impliqués ou cherchant à orienter le projet selon leurs intérêts. Ceci étant, des pourparlers entre le gouvernement ougandais et le gouvernement kenyan ont eu lieu en mars 2016 et la mise en place d'un tracé alternatif par le Kenya impliquant d'autres parties prenantes ne peut pas être exclue (de Souza, 2016).

Ces dynamiques montrent que la géographie réticulaire des oléoducs génère une **géopolitique des oléoducs**, constituée par les **échanges et les conflits entre les différents acteurs** pour réaliser et gérer les oléoducs. Elle inclut les accords internationaux interétatiques et les initiatives des acteurs du secteur privé et de la société civile (surtout pour la protection de l'environnement et la défense des droits de l'homme).

Géopolitique des oléoducs et jeux d'acteurs en Afrique orientale



Cette géopolitique doit faire face aux contraintes géologiques (et plus généralement physiques), aux intérêts des acteurs (et aux négociations qui en découlent) et aux aléas des marchés mondialisés. Les oléoducs et gazoducs sont des réseaux spatiaux, illustrant la géographie et la **gouvernance multiscalaire et fluide des ressources extractives**. Les défis qu'ils comportent sont issus de leur échelle internationale et des relations entre des acteurs multiples et variés, bien souvent avec des intérêts et des finalités incompatibles. Ils présentent néanmoins l'avantage de transformer les espaces et d'améliorer parfois la gouvernance du pétrole et du gaz par le **dialogue entre de nombreux acteurs différents**. Les échanges entre l'Éthiopie et le Soudan du Sud visent, par exemple, à réaliser un oléoduc reliant Djibouti au Soudan du Sud, en passant par des espaces éthiopiens vastes et escarpés de marécages et de montagnes, dans le but d'exclure volontairement le Kenya du tracé et du projet[2].

1.2. Les nœuds : les espaces portuaires et les espaces urbains

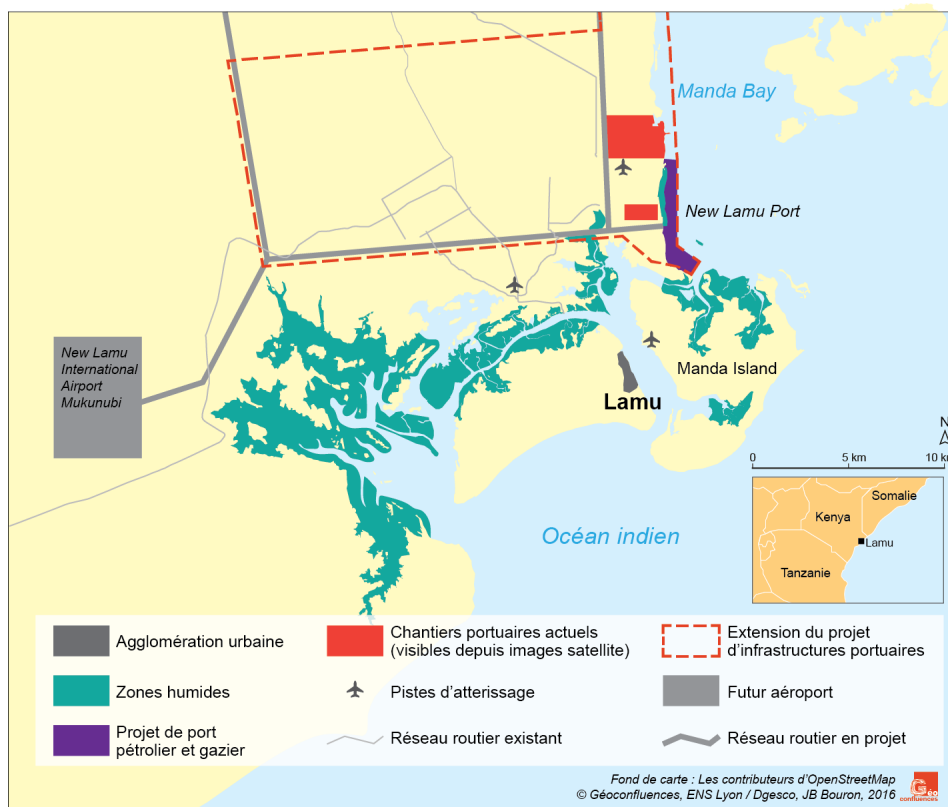
Les nœuds de ces réseaux sont des ports (les espaces portuaires plus anciens et les nouvelles zones industrielles et d'exportation) et des espaces urbains (les villes proches des lieux d'extraction).

Le port kenyan de Mombasa et celui de Dar es Salaam en Tanzanie, les ports historiques, ont été longtemps en compétition pour être le principal port de la région, mais le Kenya a planifié le nouveau port de Lamu (Meyerfeld, 2016), censé concurrencer celui de Bagamoyo (Nuhu, 2015), en cours de réalisation en Tanzanie. Il s'agit là d'une **nouvelle génération d'installations portuaires**, en construction ou en projet, vouées à remplacer leurs prédécesseurs respectifs, car mieux équipés et mieux connectés aux réseaux mondiaux.

Le **gigantesque projet portuaire de Lamu** au Kenya est le point d'aboutissement du corridor multimodal de LAPPSET (Lamu Port Southern Sudan Ethiopia Transport), incluant un oléoduc. Sa réalisation de la part du groupe China Communication Construction Company a été récemment retardée par un délai de décaissement des financements de la part de la Trésorerie kenyane. Des firmes américaines voudraient par contre se voir confier les travaux de construction du corridor et des œuvres connexes.

Lamu : un projet portuaire de grande envergure à l'origine de conflits

environnementaux



Le **port tanzanien de Bagamoyo**, censé prendre en charge 20 millions de conteneurs (25 fois plus du port de Dar es Salaam) par an selon les autorités tanzaniennes, est pour sa part intégré à une zone de développement pour l'exportation. Celle-ci inclut une zone industrielle, un parc logistique, un parc technologique, mais aussi une zone résidentielle et une zone touristique. Cette expérience de planification pourrait se révéler innovante, car Bagamoyo propose le défi de la **combinaison intelligente et novatrice entre les nouvelles activités mondialisées et les modes de production traditionnels hérités du passé** : la pêche dans un paysage de mangrove, l'agriculture des petits producteurs et le tourisme lié au site historique[3]. La réalisation du port et de la zone d'exportation a fait l'objet d'un protocole d'accord entre la Tanzanie, Oman et la Chine. Cette dernière est en effet particulièrement intéressée par le devenir du projet de Bagamoyo, non seulement pour son importance économique et financière, mais aussi parce que celui-ci est le point d'ancrage régional de la route maritime contemporaine de la soie (Cf. partie 3).

Mis à part les villes portuaires, qui servent de puissants relais entre le transport intérieur des matières premières et l'exportation dans le marché mondialisé, les autres nœuds des réseaux pétroliers ou gaziers de la région sont les villes souvent moyennes suffisamment proches des centres majeurs d'exploitation comme Mtwara en Tanzanie, Lodwar au Kenya et Kabale en Ouganda. **Ces villes secondaires deviennent en peu de temps des nœuds stratégiques du réseau**, pour lesquelles on planifie des raffineries, des structures d'exploitation et des infrastructures (oléoducs, corridors, etc.), en attirant l'attention des gouvernements et des investisseurs privés de différentes sortes. Ces espaces font ainsi l'objet de dynamiques spatiales accélérées et de transformations radicales, se retrouvant ainsi en un laps de temps court à sauter des étapes intermédiaires et à passer de la marginalité à la centralité (certes toujours relative et secondaire) dans les réseaux mondialisés. En effet, même si l'Afrique orientale n'a **actuellement qu'une place marginale** dans le commerce mondial du pétrole et du gaz, les prévisions pour la région sont très encourageantes. Deloitte, Ecobank et Visiongain **prévoient une croissance exponentielle de la production du pétrole et du gaz** dans la région pendant la prochaine décennie, compte tenu de l'importance des réserves non encore exploitées, du potentiel du gaz naturel liquéfié et de la réalisation d'infrastructures qui vont réduire le prix de transport et rendre les hydrocarbures de la région plus compétitifs sur le marché mondial.

Ces espaces ne sont qu'une des typologies d'espaces aux *géographies accélérées* par les processus liés à la mondialisation, dont les transformations rapides et bien souvent brutales et radicales se produisent dans un temps court, par rapport aux temporalités des dynamiques spatiales « normales » de type évolutif. Ces géographies s'appuient sur des politiques et des stratégies politico-économiques et, au mieux aussi sur des visions du développement multiscalaires, qui expriment les points de force et les faiblesses des mises en œuvres et des projets dans les espaces.

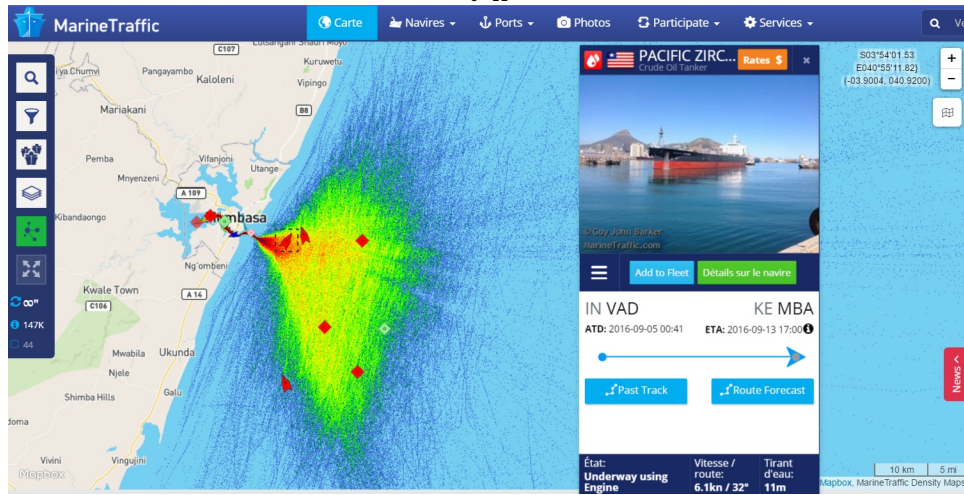
2. Des politiques et des stratégies multiscalaires

À l'échelle continentale, les chefs d'État des pays africains membres de l'Union africaine ont adopté en 2009 la *Vision Minière Africaine* (VMA). Cet accord constitue **un cadre pour l'exploitation plus transparente, équitable et optimale des ressources minérales du continent** dans le but de soutenir la transformation économique et le développement socio-économique des pays africains. Les pays africains et les communautés économiques régionales sont en train de mettre en œuvre, malgré les difficultés, cette vision continentale.

Les politiques sectorielles nationales de gouvernance des ressources extractives d'un pays africain donné doivent donc être conformes à la VMA, mais elles s'insèrent et doivent aussi être interprétées à l'échelle nationale dans le cadre d'ensemble plus vaste de la stratégie nationale de développement à vingt ou trente ans de ce même pays. Cela vaut aussi pour les pays d'Afrique orientale : la diversité de niveaux dans la formulation et la mise en œuvre de ces politiques est évidente et elle engendre des conséquences sur la gouvernance du pétrole et du gaz et sur la transformation des espaces associée à ces processus.

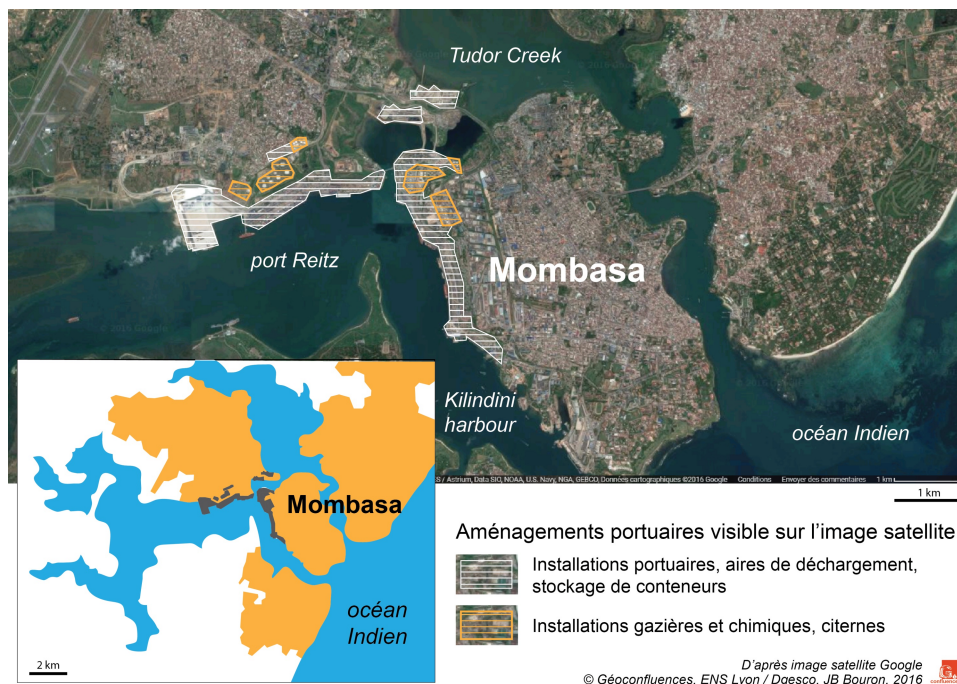
La *Vision de développement Tanzanie 2025*, ratifiée en 1999 (donc bien avant que le pays devienne un producteur de gaz naturel) vise à en faire un pays à revenu intermédiaire par une industrialisation partielle. Même si la Commission gouvernementale pour la planification est formellement responsable de la rédaction du document, les acteurs (gouvernementaux et internationaux) impliqués dans sa mise en œuvre et son suivi sont nombreux. Le document explique que la semi-industrialisation doit être atteinte en s'appuyant sur une agriculture moderne et plus productive, intégrée à des activités industrielles et tertiaires de soutien adaptées. Il en découle que l'agriculture est considérée comme le moteur de l'économie, pour qu'elle puisse devenir dynamique, compétitive et hautement productrice. Les ressources naturelles n'ont qu'un rôle marginal dans la *Vision* tanzanienne, ce qui s'explique par le contexte très différent des années pendant lesquelles celle-ci a été conçue et approuvée par rapport à aujourd'hui. **Bien que l'existence du gaz dans le sous-sol tanzanien ait été connue depuis des décennies, son exploitation dans le pays n'a commencé que très récemment.** Une prise de conscience plus importante de ses ressources gazières a contribué à instaurer des politiques et des réglementations sectorielles plus nombreuses et détaillées pendant la dernière décennie. Le changement brusque engendré par l'exploitation du gaz a rendu nécessaire la mise en place de la Politique nationale tanzanienne pour le gaz naturel en 2013 et les trois actes législatifs sur les ressources extractives approuvés dans l'urgence par le Parlement en juillet 2015. L'inadaptation de la *Vision*, l'urgence de réglementer un secteur stratégique et une politique industrielle inefficace et inadaptée expliquent les défaillances de la gouvernance du gaz en Tanzanie (AllAfrica, 2016).

Circulation maritime à l'approche du port de Mombasa (Kenya)



Le Pacific Zircon, pétrolier portant le pavillon du Libéria, en provenance de Vadinar (Inde), à l'entrée du port de Mombasa, capture d'écran sur MarineTraffic.com, le 15 septembre 2016.

Terminaux gaziers et pétroliers à Mombasa



La *Vision Ouganda 2040* est plus récente et il s'agit d'un document plus long et détaillé. Elle vise à **transformer l'Ouganda en un pays à revenu intermédiaire en trois décennies**. Pour ce faire, elle identifie des facteurs, capables de relancer l'économie, parmi lesquels les ressources naturelles ont un rôle crucial, surtout le pétrole, le gaz naturel et l'eau, explicitement cités. Dans le but d'être un document opérationnel, la *Vision* présente treize projets phares, parmi lesquels quatre sont liés aux ressources extractives ou minières (une usine des phosphates, une raffinerie pétrolière et l'oléoduc associé, une usine de transformation du minerai de fer, des centrales nucléaires et hydroélectriques). La vision ougandaise est un document plus détaillé et performant, car plus opérationnel, qui donne au pétrole et au gaz une place fondamentale dans la transformation économique de l'économie et, comme on peut le voir, des espaces du pays. Cela permet de comprendre l'efficacité plus importante de la politique nationale ougandaise pour le pétrole et le gaz de 2014, passée après un large processus de consultation et une revue des politiques de nombreux pays producteurs de pétrole. La politique est opérationnelle et efficace : elle inclut en fait aussi les actions à entreprendre pour atteindre les objectifs indiqués.

La *Vision Kenya 2030* a été adoptée juste un an après la vision ougandaise et elle semble avoir bénéficié des leçons tirées des expériences tanzaniennes et ougandaises. La *Vision* kenyane est une stratégie organisée autour de trois piliers (économique, social et politique), mais elle inclut des plans de mise en œuvre concrets et précis. Il faut par ailleurs remarquer que la **transformation du pétrole et du gaz** est au cœur du pilier économique : il s'agit là d'un

changement majeur par rapport à la vision tanzanienne et ougandaise. La *Vision* kenyane présente en effet des fondements complètement différents, car **elle vise la stabilité macroéconomique, plutôt que la croissance économique** : cette finalité est à plus long terme et plus pérenne, ce qui implique des activités, des projets et des modalités opérationnelles différentes. Le Kenya reconnaît qu'une industrie extractive compétitive peut être un moteur de développement et de transformation économique. La **gouvernance de ces ressources** (qui inclut la terre et les **questions environnementales**, fondamentales pour une bonne gestion du pétrole et du gaz) est donc au centre d'une vision opérationnelle de long terme, qui oriente les politiques dans les secteurs liés. Pour assurer l'accès à l'information, la transparence et le suivi de la mise en œuvre, un Secrétariat a été créé, ainsi qu'un **site web dédié** constamment mis à jour, avec tous les renseignements pratiques et l'état d'avancement des projets phares, mais aussi des publications et des documents facilement et gratuitement accessibles. On y trouve quatre projets prioritaires concernant directement les ressources extractives (un poste de pompage auxiliaire pour l'oléoduc Nairobi-Mombasa, un oléoduc parallèle entre Nairobi et Eldoret, le prolongement de l'oléoduc pétrolier de Eldoret à Kampala et la construction d'installations de manutention pour le gaz de pétrole liquéfié à Mombasa et Nairobi) et une multitude de projets plus ou moins directement liés ou ayant un impact sur la gouvernance du pétrole et du gaz. Cette vision est donc un cadre favorable pour la Loi pour l'exploration et la production pétrolière de 2015 : un acte législatif précurseur, qui tente de donner aux communautés locales et aux administrations locales une partie de revenus tirés de la production pétrolière. Cette loi a en effet été influencée par des consultations et des échanges avec la société civile, les médias et les acteurs du secteur privé.

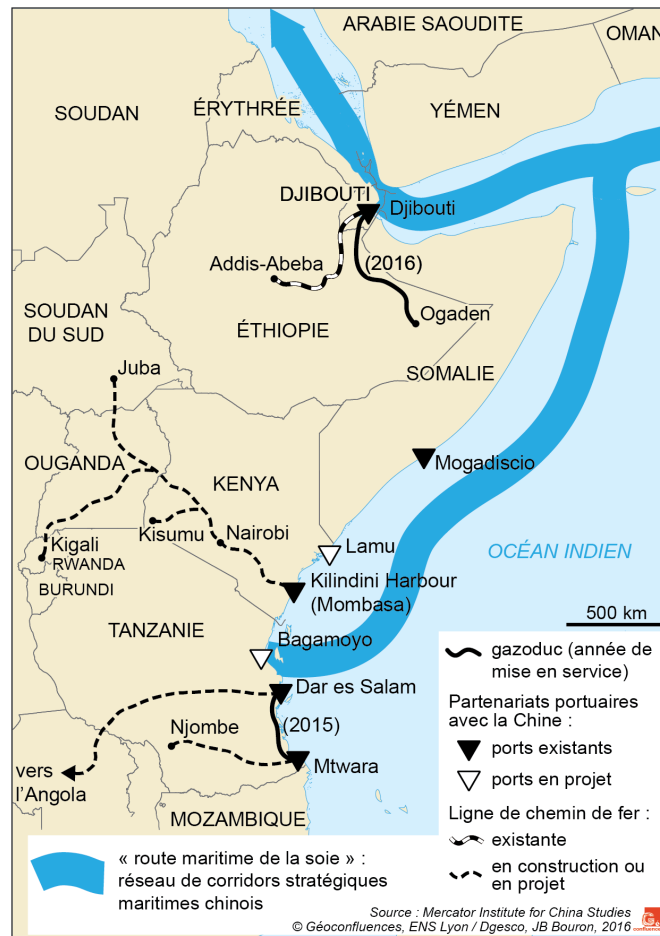
Il est évident que les **effets spatiaux** de la vision et de la loi pétrolière kényane sont importants, immédiat et rapide. Elles ont certainement un rôle clef dans la mise en œuvre des transformations spatiales des géographies accélérées des matières extractives tant d'un point de vue symbolique que matériel. Elles explicitent et systématisent le rôle des différentes parties prenantes impliquées dans l'exploitation des ressources extractives, leurs obligations et leurs droits, en orientant ainsi leurs stratégies et les dynamiques spatiales qui en découlent.

Pour ce qui est des **politiques régionales, à l'échelle supra-étatique**, l'organisme compétent est la **Communauté d'Afrique de l'Est** (CAE). Elle consacre une attention particulière aux questions énergétiques (y inclus les combustibles fossiles), en soutenant plusieurs projets de raffineries et d'oléoducs, en organisant une conférence régionale biennale sur le pétrole et en produisant des études et des documents politiques et stratégiques. Malgré son efficacité reconnue par rapport aux autres communautés régionales africaines, la CAE a beaucoup de mal à assurer la mise en œuvre par les États membres des mesures, des politiques et des réglementations, même lorsqu'elles sont ratifiées. En effet, l'intégration régionale fonctionnant à l'aide des « blocs » statiques et superposés que sont les communautés économiques régionales, elle est en fait encore fragile et peu performante en Afrique (D'Alessandro, 2015). Elle ne favorise pas la mise en œuvre des régionalisations flexibles, multiscalaires, sectorielles et réticulaires propre à la mondialisation et plus compatibles avec les réalités africaines hétérogènes. Les combustibles fossiles se prêteraient bien à la mise en œuvre d'une régionalisation sélective de ce genre, incluant seulement les pays concernés.

À l'échelle mondiale, la côte de l'Afrique orientale fait partie de la route maritime de la soie, une stratégie officielle lancée par le gouvernement chinois à l'automne 2013 pour favoriser la coopération entre certains espaces eurasiatiques et africains. Cette vision contemporaine mondialisée, axée sur la connectivité et la mise en réseau, souhaite redynamiser et réinterpréter les liens économiques, sociaux, culturels et historiques de l'ancienne route de la soie. La nouvelle route de la soie est un indicateur de la démarche plus proactive de la Chine en politique étrangère, mais elle a aussi des conséquences géographiques importantes. La Chine est en effet le premier investisseur et bien souvent parmi les principaux réalisateurs des corridors multimodaux transrégionaux. Ces réseaux d'infrastructures « sino-centrés » incluent, comme il a été souligné, des ports en eaux profondes, comme ceux de l'océan Indien (de Lamu et Bagamoyo) et des réseaux d'oléoducs (Léautier, Shaefer, Shen, 2015). Cette stratégie contribue au développement d'un nouvel ordre mondial multipolaire, multiscalaire et rapidement changeant. Elle crée ainsi de nouvelles centralités (comme Bagamoyo, Lamu) et des périphéries de l'espace réticulaire mondial. Dans ces nouveaux réseaux hiérarchisés Dar es Salaam devient progressivement une ville émergente (Hertzog et

Sierra, 2010).

L'Afrique orientale : projets d'infrastructures dans le contexte de la route maritime de la soie



3. Les revers de l'intégration accélérée à la mondialisation : les inégalités spatiales, la violence et les conflits autour des ressources extractives

Le pétrole et le gaz naturel récemment découverts en Afrique orientale ont permis à la région de **devenir un espace relationnel entre le continent africain et l'Asie, notamment la Chine** (comme le montre la route maritime de la soie). Cette intégration accélérée et complète à la mondialisation a été le fruit de mécanismes immatériels ou symboliques et moins visibles (comme les **investissements étrangers des firmes chinoises**, par exemple [4]), mais aussi de projets et de réalisations de structures et d'infrastructures qui ont marqué et radicalement changé la matérialité des espaces et les stratégies de subsistance des communautés locales. **Ces espaces mondialisés d'extraction du pétrole et du gaz sont devenus ainsi dans bien des cas des « espaces offshore » (Sidaway, 2007), connectés à l'espace monde des marchés de matières premières stratégiques, mais déconnectés de l'arrière-pays et des espaces de proximité.**

Ces *spatialités extra-ordinaires* ont favorisé la création d'inégalités spatiales supplémentaires avec des centres (d'exportation du pétrole et du gaz et de prise de décision) et des espaces périphériques dominés car exploités du fait de ces dynamiques (comme les lieux d'extraction et/ou de transformation), encore plus déconnectés et délaissés. Ces mécanismes sont bien visibles

dans un pays comme la Tanzanie, où la découverte du gaz naturel a favorisé l'espace côtier entre Mtwara et Dar es Salaam, en facilitant l'ascension de cette région urbaine, véritable centre économique-financier-politique national et « capitale de fait » du pays, en diminuant le rôle de Dodoma, la capitale officielle.

Ces inégalités spatiales ont contribué à **ralentir l'intégration régionale**, mais elles expliquent aussi les **disparités sociales**, les **niveaux élevés de pauvreté** et les enjeux de développement de certains espaces. C'est ce qui se passe actuellement en Éthiopie : la croissance économique importante et prolongée[5] dissimule des niveaux de pauvreté très élevés et un développement très inégal. L'originalité du cas éthiopien est cependant certainement à rechercher dans les avancées extraordinaires et inégalées des politiques économiques (industrielles, agricoles et urbaines, par exemple) et des résultats obtenus par le biais de leur mise en oeuvre, y compris à l'aide de mécanismes novateurs, comme la **coopération sud-sud avec des pays d'Amérique Latine** (pour la gestion de l'eau et des déchets, par exemple). La découverte du pétrole et du gaz naturel dans la région éthiopienne de Gambella, à proximité de la frontière avec le Soudan du Sud, au nord-ouest du pays, risque de reconfigurer encore la géographie des centralités du pays.

En Éthiopie comme en Tanzanie, dans la région de Mtwara, la découverte de ressources extractives s'accompagne néanmoins encore de **violences et de conflits qui ne sont locaux qu'en apparence**, car leur retentissement et leurs conséquences dépassent de loin les frontières de l'État (pour les atteintes à l'environnement notamment, mais aussi pour le respect des droits des populations locales), d'autant plus dans un contexte régional conflictuel. Ces dynamiques rappellent les violences et les revendications du delta du Niger au Nigéria, qui remontent aux années 1970, lorsque l'écrivain Ken Saro-Wiwa défendait le droit du peuple ogoni à profiter des retombées de l'exploitation pétrolière, dont il ne subissait que les dégâts environnementaux et les effets sociaux néfastes de la dévastation des terres agricoles[6]. Les destructions actuelles des plateformes pétrolières au Nigéria sont l'expression et l'héritage de ces luttes et du mécontentement des communautés locales.

Les conflits et les violences de Gambella (en Éthiopie) et Mtwara (en Tanzanie), comme d'ailleurs ceux d'Amatongas (au Mozambique) montrent que, malgré les avancées indéniables et parfois spectaculaires dans le domaine des politiques et des réglementations, comme l'exemple kenyan a pu témoigner, malgré le renforcement des capacités de plusieurs acteurs impliqués dans l'exploitation des ressources extractives, **les populations africaines ne bénéficient pas encore suffisamment des retombées de l'exploitation des matières premières stratégiques** (cela vaut aussi en effet pour les ressources minières). Ces violences sont l'expression du mécontentement ou de la peur de l'exclusion et de la pollution, mais elles sont aussi dues au rôle problématique et déséquilibré des opérateurs du secteur privé (les multinationales étrangères et les petites et moyennes entreprises africaines).

Conclusion

Les littoraux de l'Afrique orientale fonctionnent de plus en plus comme une façade maritime intégrée à la mondialisation. Des projets portuaires pharaoniques et concurrents entre eux relient les villes côtières à la mondialisation, ce qui sert également les intérêts géostratégiques chinois. Les retombées économiques sont importantes et se traduisent déjà par des rythmes élevés de croissance du PIB. Pourtant, malgré les intentions de bonne gouvernance affichées dans les projets nationaux et les accords internationaux, l'application locale de ces projets ne se fait pas sans exacerber les conflits locaux et environnementaux.

Ces conflits locaux rappellent qu'ils peuvent alimenter et faire monter en puissance les germes de conflits existants et liés à des facteurs historiques (comme au Mozambique en 2016). Ils soulignent aussi que les guerres africaines sont d'abord et surtout liées à l'accès dénié ou usurpé aux ressources naturelles stratégiques (BMW Foundation, 2016), comme la terre ou l'eau ou à des ressources stratégiques comme les diamants ou les minerais de sang qui alimentent la bellicosité, par leur accaparement par une élite contre l'intérêt de la majorité.

Pour compléter

Ressources bibliographiques

- AllAfrica, 2016. "Tanzania: Industrial Policy Execution Tanzania's Big Challenge", *All Africa*, 4 mai.
- BMW Foundation, 2016. "An Interview with Cristina D'Alessandro. The Responsibility to Protect doctrine continues to be hampered by a lack of political will", *BMW Foundation*, 31 mai.
- D'Alessandro C., 2015, "From Regional Integration to Regionalism in Africa: Building Capacities for the Post-MDGs Agenda", in: Kararach G., Besada H., Shaw T.M. (eds.), *Development in Africa. Refocusing the lens after the Millennium Development Goals*, Bristol, Policy Press, pp. 261-292.
- De Souza O., 2016. "Ouganda : Museveni suspend le projet de pipeline qui reliera son pays à la Tanzanie", *Afrique Expansion*, 22 mars.
- Hertzog A., Sierra A. (2010), « Penser la ville et l'urbain, les paradoxes de la géographie française », *EchoGéo*, 12.
- Lamtey G., 2016. "Tanzania: Huge Pipeline Project to create 10,000 Jobs", *All Africa*, 8 mars.
- Léautier F., Shaefer M., Shen W., 2015. "The Port of Bagamoyo: A Test for China New Maritime Silk Road in Africa", *The Diplomat*, 1^{er} décembre.
- Meyerfeld B., 2016. « Sur la côte du Kenya : Lamu, le futur mégaport de tous les dangers », *Le Monde*, 5 mai.
- Nuhu A. (2015). "Port project to turn Bagamoyo into industrial city", *Daily News*, 30 décembre.
- RFI, 2016. « Ouganda : la production de pétrole transitera par un oléoduc passant en Tanzanie », RFI, 25 avril.
- Sidaway J.D., 2007. "Spaces of postdevelopment", *Progress in Human Geography*, 31(3), pp. 345-361.

Sites utiles

- Africa Energy Intelligence
- African Business
- All Africa
- Jeune Afrique
- New African
- Marine Traffic
- The Africa Report

[1] Pour des précisions sur le financement de ces oléoducs, se reporter à :

<http://www.nortonrosefulbright.com/knowledge/publications/113736/pipeline-financing> (en anglais)

[2] Il s'agit dans ce cas d'une « conflictualité géopolitique » entre le Kenya et l'Éthiopie. Outre la volonté de chacun des deux pays d'affirmer un leadership géopolitique régional, des différents dans la zone frontalière rendent les relations interétatiques par moments difficiles. En effet, les ambitions éthiopiennes de développement hydroélectrique le long du fleuve Omo constituent un danger écologique pour le Kenya, en menaçant la survie du lac Turkana.

[3] Situé en face de l'île de Zanzibar, Bagamoyo fut un important comptoir commercial arabe au XVIII^e et XIX^e siècle.

[4] Les données officielles du Ministère du commerce chinois font état de 2005 investissements privés chinois entre 1998 et 2012 dans 49 pays africains, avec une prédominance en Afrique orientale et centrale. L'Éthiopie est le pays qui reçoit le plus grand nombre d'investissements privés chinois dans la région, suivi par la Tanzanie et l'Ouganda. Les investissements dans le domaine des infrastructures, ainsi que dans le pétrole et le gaz sont de loin majoritaires.

[5] Selon la Banque mondiale, le PIB éthiopien est passé de 7.701 milliards de dollars américains en 1999 à 61.537 en 2015.

[6] Voir la présentation synthétique de la lutte du peuple ogoni contre la multinationale Shell. (en anglais)

Ce texte s'inscrit dans le programme de recherche : Qatar Foundation's National Priorities Research Program NPRP 6-1272-5-160 'Governance of Natural Resources in Africa : Advancing a Qatari Perspective and Economic Diversification'. Il a bénéficié des recherches réalisées dans le cadre du projet 'Engaging the private sector for inclusive extractive industries and sustainable value chains in Africa', financé la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies (UNECA).

Cristina D'ALESSANDRO,
*chercheuse associée au **Centre d'études en gouvernance**, Université d'Ottawa, Canada*

mise en web : Jean-Benoît Bouron

Pour citer cet article :

Cristina D'Alessandro, « **Géographies accélérées du pétrole et du gaz en Afrique orientale** », *Géoconfluences*, janvier 2017.
<https://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-regionaux/afrique-dynamiques-regionales/articles-scientifiques/geographies-accelerees-petrole-gaz-afrique-orientale>